



N°3

L'ETUDIANT SOCIALISTE

BULLETIN SECTION DROIT SCIENCES ECO

SOMMAIRE →

EDITO

La Révolution
au Musée? (1)

EDITORIAL :

" La Révolution au Musée ?"
par Jean Tercé, Secrétaire
de section

UNEF : ET APRES ?

La politique du Contre-plan
par Yves Le pape

Les municipales : "cuisine
électorale" ou politique de
Front socialiste ?
par Michel Capron

Document : Texte "enseignement"
de la plateforme adoptée au
Conseil National de Lyon
pour les élections
présidentielles

La Révolution. Les grands partis qui se réclament du socialisme en ont depuis longtemps banni la perspective pour se consacrer à ces luttes "concrètes" que sont les élections et l'appui aux revendications au jour le jour des centrales ouvrières. Le PCF développe sa conception du premier vers le socialisme que serait cette " démocratie véritable", à opposer à un "pouvoir personnel" suffisamment dangereux pour, selon lui, nourrir le virus d'un fascisme toujours menaçant. Quant à la SFIO, il ne s'agit que de la citer "pour l'Histoire", pour constater chaque jour davantage une dégénérescence qui ne cesse de s'amplifier. L'opération Defferre ne constitue à cet égard que la liquidation des derniers vestiges, bien ténus, de tradition ouvrière que conservait ce parti.

Les "bien intentionnés" sont passés du stade de la confiance à celui de la proclamation. Cinq Colonnes à la une pour "la Révolution au musée !"

Les sarcasmes, ou la sympathie amusée des "réalistes", s'il nous ont peu-à-peu amenés à nous dévêtir d'un certain romantisme révolutionnaire, nous ont renforcés dans notre conviction d'accentuer la remise en question des vieux dogmes pour redéfinir, avec plus de vigueur, le socialisme - possible.

Socialisme possible, certes, mais non socialisme des compromis et de la trahison "pour son bien" d'un prolétariat dont on s'obstine à vouloir prouver la disparition. La voie française vers le socialisme doit être trouvée. L'évolution du monde socialiste, la découverte de la liberté et de la dignité par les peuples traditionnellement opprimés du Tiers-Monde, le pourrissement du colosse américain et la révolte corollaire de ses étudiants, tout cela ne peut que nous renforcer dans ce que les sceptiques appellent la "prophétie" de Marx : la révolution solidaire à l'échelle mondiale.

Mais cela ne doit pas pour autant nous cantonner dans l'attentisme, que ce soit celui, prudent, de nos camarades du P.C., celui des esthètes de la révolution qui composent une petite partie de la gauche, ou encore celui des humanistes aux mains pures, à la Koestler ou à la Camus. Face à la société de consommation que l'on nous construit peu-à-peu, nous devons par une remise en cause de nos moyens traditionnels permettre aux masses mystifiées de prendre conscience non seulement d'une situation nouvelle mais aussi des menaces qui pèsent sur leur avenir. L'ordre bourgeois libéral est mort, l'ère du consommateur et du technocrate commence. Une barrière détruit la solidarité, barrière d'un objet : machine opprimante ou objet de consommation courante ; l'aliénation (2) de l'homme s'étend à tous les niveaux où il pouvait mettre encore en jeu sa liberté. Depuis la culture avec les " massmedia " jusqu'au travail que la mystification du système cherche à compenser par des loisirs au rabais, le meilleur des mondes, la société stéréotypée s'édifie qui remet en cause la notion même de démocratie et fabrique un type d'homme docile et bien nourri. Les conditionnements sont implacables. La logique du capitalisme fondé d'abord sur les exigences de profit tend à transformer l'homme en robot travailleur consommateur, pour rien, pour la conservation d'un ordre établi dont on ne peut concevoir d'autre finalité que celle de sécréter sa propre prolongation. Un processus de réification (3) ("chosification") est enclanché. Ce n'est pas là un exercice de politique-fiction mais l'expression, schématisée, d'analyses qui se font jour tant à partir de la société américaine (4) que du néo-capitalisme français (5) ou italien (3).

Exigences de liberté, solidarité des travailleurs, ce sont là des valeurs en voie d'extinction forcée, ce sont là aussi les valeurs portées par le mouvement ouvrier : celles qui préfiguraient dans sa pratique le socialisme en germe. Le stalinisme a creusé un fossé, toujours ouvert entre les valeurs portées par le mouvement ouvrier et la manière dont on construisait le socialisme, là-bas. Le P.C.F. s'est construit sur ce hiatus, ne devant son existence qu'à un compromis bâtard qui s'exprimait par la juxtaposition de mots d'ordre "politiques" (revanchards allemands, etc...) plaqués sur des revendications traditionnelles et défensives (vie chère, "des sous"). Le mouvement ouvrier s'est émietté sur des bases théoriques qui niaient son histoire. La guerre d'Algérie a accéléré le processus. ,

C'est au P.S.U., expression à la fois de la situation du mouvement ouvrier et d'une volonté de refaire son unité sur des bases nouvelles mais renouant avec ses valeurs, que les problèmes les plus cruciaux du socialisme ont été posés. On sait qu'ils n'y ont pas été résolus dans la mesure où il manquait une pratique de tout le mouvement ouvrier. Mais nous sommes décidés, et l'évolution de secteurs de plus en plus importants de la gauche nous renforcent à poser les questions qu'il faut poser et dont l'avenir du mouvement ouvrier dépend.

En ce qui nous concerne, à notre niveau, notre travail consistera à reprendre à la fois le dialogue et une constante élaboration théorique sur le problème des moyens de la révolution. Nous ne fermons aucune porte, même si nos sympathies s'expriment par une attention soutenue à ce qui se passe au Parti communiste italien (6), et dans l'expression d'un renouveau en France, que ce soit chez ceux qui se réclament de l'existentialisme, d'un christianisme engagé ou d'un marxisme non scholastique.

"Nous pensons qu'en creusant le marxisme et la tradition totale du mouvement ouvrier, communisme compris, on peut si on le veut, dans la lucidité et la loyauté, donc dans la difficulté, trouver des voies où la grande tradition ouvrière fasse sa jonction avec des hommes venus d'autres horizons" (7).

(1) Il va de soi que la problématique de cet éditorial n'est pas exclusive. Si elle se limite volontairement à un côté plus éthique du problème c'est surtout pour insister sur ce qui est actuellement négligé. Que ce soit par des courants "sociologiques" tendant à la dépolitisation ou "scientistes" tendant au dogmatisme.

(2) Voir K. Marx : les manuscrits de 1844 ; André Gorz : la morale de l'histoire.

(3) Voir L. Magri : Temps modernes, septembre-octobre 62.

(4) Voir Betty Friedan : La femme mystifiée ; Galbraith : L'ère de l'opulence.

(5) Voir André Gorz : Stratégie ouvrière et néo-capitalisme.

(6) Voir testament de Togliatti.

(7) Emmanuel Mounier : Le communisme devant nous.

- :- :- :- :- :- :-

A PROPOS DU WEEK-END DES 30 ET 31 JANVIER 1965 :

La section organise un week-end de réflexion du samedi 30, 10 h., au dimanche 31, 17 h. Le thème choisi est : les voies de passage vers le socialisme. Ce week-end est ouvert à tous pour permettre une large discussion.

Pour tous renseignements, inscription et envoi de documents préparatoires, écrire à J-P. Simonetti, 81, rue Mademoiselle (ESU), Paris (15e).

Nous comptons sur la participation de Serge Mallet à une séance de ce week-end.

LA POLITIQUE DU CONTRE-PLAN

Le problème du Contre-Plan présenté par le P.S.U., de ses implications, de son insertion dans les luttes sociales et politiques nous est posé avec d'autant plus d'acuité qu'à ce sujet les avis sont extrêmement partagés. Il est donc nécessaire de nous y pencher sérieusement pour pouvoir nous déterminer sur des bases solides, et après discussion de toute la Section. Cet article ne vise donc qu'à contribuer à cette discussion en donnant un point de vue.

- :- :- :- :-

Une des données essentielles de la situation politique française est la politique cohérente d'un régime dont les options fondamentales correspondent à une vision déterminée du développement économique et social qui, faisant sa part à l'aménagement ou aux réformes de certaines structures de la société, n'en conserve pas moins les caractères essentiels du capitalisme, la propriété privée des moyens de production et leur gestion en fonction des impératifs de la recherche du profit.

Il est apparu alors à des secteurs de plus en plus étendus du mouvement socialiste qu'il devenait nécessaire d'élaborer "un plan général de développement économique à opposer à la programmation capitaliste" (testament de Togliatti) qui permettrait aux organisations politiques et syndicales de reprendre l'offensive et d'avancer contre chaque initiative du néo-capitalisme les contre-propositions susceptibles de faire apparaître aux yeux de la grande masse des travailleurs qu'un autre type de développement est possible et nécessaire pour ouvrir la voie à une autre société, la démocratie socialiste.

Cette politique a commencé à pénétrer en France dans certains milieux syndicaux ouvriers et s'est plus largement répandue en milieu étudiant à l'UNEF et à l'UEC. Elle s'est concrétisée au PSU par la définition au Congrès de 1963 des principes d'une politique de Contre-Plan, puis à l'occasion des débats sur les grandes options du Vème Plan, par la publication d'une proposition de Contre-Plan, premier élément de cette stratégie d'ensemble définie brièvement ci-dessus.

Le Contre-Plan n'est donc pas un Vème Plan bis offert aux techniciens de l'économie comme un second modèle s'inscrivant dans le cadre du système économique capitaliste. A travers une analyse critique des options du Vème Plan gaulliste, il fait d'abord apparaître en quoi il correspond aux données fondamentales du régime (aggravation des inégalités sociales, développement de l'autofinancement, refus des revendications essentielles du syndicalisme).

Le Contre-Plan définit ensuite les objectifs économiques et sociaux prioritaires d'une politique de développement de type socialiste. Car, comme le dit André Gorz dans "Stratégie ouvrière et Néo-capitalisme", il appartient au mouvement socialiste d'opposer "au départ une échelle de priorités différentes, une différente structure des consommations et des investissements, bref un Plan différent à celui du capitalisme monopoliste d'état". A partir des possibilités techniques de l'économie française il fait ensuite apparaître les conditions de réalisation de

.../...

ces objectifs, c'est-à-dire les réformes de structures indispensables :

- au niveau de l'entreprise pour permettre aux travailleurs de contrôler la réalisation effective de leur plan :
 - démocratisation effective des nationalisations,
 - élargissement des pouvoirs de contrôle du syndicalisme,
- extension et renforcement du secteur public qui doit devenir l'instrument essentiel de l'exécution du plan,
- développement et démocratisation des organes de planification,
- organisation du financement des investissements en fonction des priorités de ce plan, ce qui suppose notamment un contrôle rigoureux de l'autofinancement et le prélèvement fiscal en cas d'orientation contraire au Plan qui doit conduire au règlement du problème de l'appropriation de l'autofinancement.

Le Contre-Plan doit ainsi permettre de concrétiser aux yeux des travailleurs les possibilités et les objectifs d'un développement socialiste, et il en situe le déroulement dans le temps. Ce n'est donc pas un programme définissant une société de transition vers le socialisme, c'est le premier élément d'une politique ouvrant la voie à une transformation socialiste de la société.

C'est en ce sens qu'il présente une certaine cohérence entre les objectifs qu'il se fixe et entre ces objectifs et leurs moyens de réalisation. Il s'oppose en cela aux catalogues de revendications dont on sait bien qu'elles ne peuvent se réaliser toutes ensemble, et sans qu'on indique précisément comment on compte les satisfaire. Bien entendu, l'exécution d'un Contre-Plan de la gauche suppose un changement dans le rapport des forces sociales dans le pays, et c'est pour cela qu'il se propose de réaliser l'unité des organisations politiques et syndicales autour d'une politique alternative des forces socialistes, condition indispensable d'un changement en leur faveur dans le pays. Signalons à ce propos que le C.P. du PSU est conçu comme une "contribution à la définition des objectifs et des moyens de lutte de toute la gauche ; elle appelle critique, discussion, amélioration". Il est tout aussi certain que, sans la pression constante, à chaque niveau de l'activité économique, des travailleurs et de leurs organisations, l'exécution d'un Contre-Plan ne pourra se faire. C'est comme cela seulement que pourront être vaincues les résistances que ne manqueront pas d'opposer les tenants du régime actuel. On peut penser cependant que cette situation ne doit pas empêcher d'assurer une profonde cohérence interne à la politique qu'on se propose de mettre en oeuvre. Si, par exemple, on estime nécessaire un accroissement du niveau de vie des travailleurs et une re-distribution des revenus à leur profit, cela suppose notamment qu'on définisse à quels revenus on s'attaquera, et dans quelles conditions on pourra maintenir une forte croissance de l'économie, mais aussi à quelles consommations on destine le surplus de revenu ainsi dégagé. De même, il faudra choisir entre une augmentation du niveau de vie et une réduction du temps de travail, ou bien, et c'est le choix fait par le C.P. du PSU, montrer dans quelle mesure et par quels moyens ces deux objectifs peuvent être rendus compatibles.

.../...

On peut cependant se demander s'il est dès à présent possible de donner à cette cohérence le caractère chiffré qui est le sien dans le document du PSU. La mobilisation et la mise en mouvement de la grande masse des travailleurs, conditions de la mise en oeuvre d'un Contre-Plan, doit entraîner une transformation si profonde des structures économiques et sociales du pays qu'on ne peut dès à présent prévoir avec beaucoup de rigueur sa répercussion notamment sur l'accroissement du revenu national ou de la masse des revenus salariaux. Il est possible malgré tout de présenter le modèle concret d'un développement possible et souhaité susceptible de fournir un instrument à une politique offensive contre le régime et la base de départ pour une politique de type socialiste. C'est à cela que s'attache le Contre-Plan du PSU car il faut bien voir qu'il ne constitue par lui-même toute une politique mais qu'il en est la concrétisation à l'occasion d'un débat sur les propositions de la planification gaulliste et dans une situation donnée du mouvement socialiste en France.

Il nous appartient de faire de ces propositions un élément décisif de l'évolution qui dans un avenir plus ou moins proche rassemblera toutes les organisations politiques et syndicales se réclamant du socialisme pour une stratégie offensive contre le néo-capitalisme sur la base d'un programme de transition vers la démocratie socialiste.

LA CALOMNIE POLITIQUE

Deux organes confidentiels d'opposition interne, l'un d'opposition au PSU l'autre d'opposition au PC, nous ont mis en cause récemment.

Le premier nous a accusé d'avoir pactisé avec le MRP pour "prendre" l'AGEDESEP. Nous répondons simplement d'abord qu'on ne pactise qu'avec ce qui existe, ensuite qu'il n'a jamais été question de noyauter le syndicat mais de discuter sur l'orientation. Celle de la minorité de l'UNEF ne pourrait à ce sujet qu'avoir de très lointains rapports avec le MRP !

Dans le second, un de nos anciens camarades, connu dans le mouvement étudiant, a estimé que certains d'entre nous nourrissaient "une triste ambition politique" qui serait le mendésisme. Sans vouloir remettre en cause les personnalités ou le rôle quant à la décolonisation de Pierre Mendès-France, nous ne pensons pas avoir précisément développé dans ce bulletin une politique qui soit proche du courant mendésiste.

L'Etudiant Socialiste

PSU – Bulletin Section Droit Sciences Eco

N° 3

La revendication de l'allocation d'études : mystification ! C'est pourtant, en ces termes que s'est exprimé Marc Kravetz, démissionnaire du bureau national de l'UNEF, au cours de la dernière assemblée Générale de l'UNEF. Auparavant l'assemblée Générale avait voté par 50 mandats de majorité le plan de campagne revendicative qui porte sur l'allocation d'études. A la suite des débats, un bureau de "transition" était élu pour préparer le Congrès de Pâques et organiser la discussion. Que penser de cette situation ? En premier lieu un point semble certain : l'UNEF abandonne la revendication de l'allocation d'études. Les critiques de la minorité paraissent donc justifiées, d'autant plus qu'aux explications politiques de celle-ci, quant à la ligne qu'elle propose, le bureau national n'a opposé que des critiques dont la cheville était le danger de "déviations modernistes". Il n'en demeure pas moins que chacune des positions repose sur des analyses politiques divergentes.

UNE PERIODE DE REcul POUR LE MOUVEMENT OUVRIER.?

Les analyses d'une partie des responsables de l'UNEF s'ont assez proches de celles que le PSU combat depuis 4 ans dans la gauche française. En les schématisant quelque peu, les présupposés sont ceux-ci :

- Le mouvement ouvrier est actuellement en période de stagnation si ce n'est de recul. Il n'y a ni stratégie offensive des syndicats, ni parti véritablement révolutionnaire susceptible de faire "déboucher politiquement" les revendications économiques des syndicats en terme de pouvoir.

- Le gaullisme est un phénomène important qui correspond à un capitalisme monopoliste d'état autoritaire et dangereux. Sa politique consista à intégrer ou briser le mouvement ouvrier peu à peu. Ce qui est favorisé par le manque d'unité syndicale et politique.

- Il n'y a pas de perspective politique à moyen terme. Nous sommes condamnés à 7 ans de gaullisme supplémentaires qui ne peuvent que renforcer le régime. Le gaullisme après De Gaulle est condamné en tant que tel par ses contradictions internes. L'issue du régime, c'est la crise politique avec les dangers de type fasciste ou du moins de prise du pouvoir par les forces les plus réactionnaires.

- Le mouvement étudiant est actuellement isolé, tant par rapport au mouvement ouvrier qui ne comprend ses revendications que par rapport à un milieu qui "décolle" des responsables. Les dangers de "corporatisme universitaire" inhérents à l'orientation de la minorité (réformes de structures, action universitaire de base) sont renforcés par cette situation.

Les conclusions politiques peuvent se résumer ainsi :

- Face au gaullisme il est nécessaire de "serrer les coudes" pour "éviter de perdre des plumes". Une unité défensive s'impose pour composer le rapport des forces avec le pouvoir. A moyen terme la dynamique de cette unité implique le renouvellement de la gauche, mais surtout son renforcement numérique dans le mouvement qu'elle entraîne.

- Le renforcement de la gauche permettra, avec l'appui des forces démocratiques, de donner une issue démocratique au régime, que le renouvellement du mouvement ouvrier orientera vers le socialisme.

- L'intersyndicalisme est pour l'UNEF le préalable à toute revendication nationale.

- Toute possibilité de prolonger l'UNEF en véritable syndicat étudiant est condamné par l'évolution du milieu, la faiblesse du syndicat face à

la restructuration de l'université qu'il ne peut empêcher, l'isolement de l'UNEF qui lui refuse toute possibilité de faire aboutir des revendications.

- L'allocation d'études est la dernière revendication possible qui créera par son obtention partielle les conditions d'un redémarrage ultérieur du syndicalisme, étudiant.

Telles sont les grandes lignes d'une stratégie purement défensive et inadéquate à lutter contre les transformations technocratiques de la société. Quant à l'allocation d'études nous constatons que les dirigeants de l'UNEF et un grand nombre d'associations générales ont admis que c'était là un thème magique, une "bouée de sauvetage", la seule tentative de justification positive d'une opposition aux thèses de la minorité.

POUR UNE STRATEGIE OFFENSIVE.

Les positions de la minorité partent d'une analyse politique différente qui est la nôtre sur bien des points mais qui est incomplète sur d'autres :

1°) La technocratisation de la société correspond à long terme à la mise sur pied de structures qui établiront à tous les niveaux une emprise beaucoup plus difficile à secouer pour le mouvement ouvrier que les structures actuelles, et correspond à un modèle de civilisation particulièrement opprimant par les aliénations qu'il créera et dont certaines caractéristiques seront celles de la société de consommation (U.S.A.).

2°) Le gaullisme se trouve devant un choix, pour résoudre une partie de ses contradictions et assurer sa pérennité. Il consiste, ou bien revenir à une conception libérale de l'état et de l'économie, ou bien continuer dans la voie de la re-structuration technocratique de la société. Seul le second terme permet une succession sans difficulté notable (crises, etc...). En effet pour assurer aux secteurs avancés du néo-capitalisme une dynamique, il conviendrait de résoudre certains problèmes posés par la planification, en particulier l'emploi et les investissements. Il faudrait rationaliser le système.

3°) Le plan Fouchet est un élément de cette politique. C'est une transformation des structures de formation au niveau des cadres et techniciens supérieurs. A travers le plan Fouchet et ses compléments c'est l'enseignement tout entier qui est menacé, y compris le technique, l'apprentissage, etc. Les avatars de la société américaine en matière de chômage qui ont été analysés comme provenant en grande partie du problème non résolu de la formation professionnelle, des recyclages qu'elle implique, et vont dans le sens de cette réforme totale.

4°) Si le mouvement ouvrier décline de plus en plus, c'est surtout à cause de son incapacité à adapter ses luttes à la situation actuelle et à son évolution. Son manque d'unité résulte tant du dogmatisme que des conceptions "passéistes" des principales organisations. L'unité passe par le renouvellement de la gauche politique et syndicale.

5°) L'état du milieu étudiant, de même que celui de l'UNEF, ne sont pas isolables de la conjoncture politique (élections, etc...). Il est possible à condition de ne pas s'y prendre trop tard de rétablir la situation.

.../...

Les conclusions quant à la stratégie sont celles-ci :

1°) L'"alternative" au régime gaulliste, expression actuelle du néo-capitalisme ne peut être que le socialisme. Il faut donc préparer progressivement ce passage au socialisme en s'en donnant les moyens par une stratégie et une tactique appropriées.

2°) Cette stratégie doit combattre la technocratisation de la société sur la base d'objectifs mobilisateurs qui :

- s'opposent à la politique du pouvoir par des réformes de structures techniquement élaborées. C'est-à-dire dans une perspective de développement optimum des forces productives, contradictoires avec le capitalisme.

- doivent être avancées simultanément partout où les réformes de structures du pouvoir s'appliquent ou menacent. Ce qui implique une prise de conscience du milieu par une explication politique donc la possibilité d'une mobilisation à la base non corporatiste.

- contiennent la possibilité d'un renouvellement de la lutte à un niveau supérieur ; c'est-à-dire accroissent progressivement le niveau de conscience du milieu en infléchissant le rapport des forces en faveur de l'alternative socialiste.

- conduisent à l'élaboration par le milieu d'un "modèle alternatif" à opposer à l'université capitaliste.

3°) Mais une telle stratégie remet en cause la traditionnelle conception léniniste du syndicat "courroie de transmission" du parti politique. Elle implique donc :

- un rôle politique du syndicat.

- une perspective de convergence à moyen terme des luttes des syndicats et partis se réclamant du socialisme dans une unité d'action qui se renforcera d'autant que les objectifs intermédiaires auront été atteints.

Deux points doivent être approfondis dans cette orientation : d'une part une analyse de l'état et de son rôle actuel, d'autre part le problème de l'explication (dans les amphis, dans les T.P.) des implications politiques de l'action syndicale.

Mais il est clair que ce débat qui se déroule au niveau des organisations ouvrières ne doit pas être masqué. Même si un courant, qui se développe actuellement dans certaines AGE, l'AGEDESEP en particulier, sur la base d'un opportunisme tactique ne posant les problèmes qu'en terme de pouvoir, veut éviter cette discussion au second trimestre, nous ferons tout pour la permettre au niveau des militants. C'est là un des faits positifs de cette assemblée Générale de l'UNEF : poser clairement les problèmes politiques.

- :- :- :- :-

LES ELECTIONS MUNICIPALES :
Cuisine électorale ou Front socialiste ?

- :- :- :-

Les 14 et 21 mars prochains, les citoyens français se rendront aux urnes pour renouveler leurs Conseils Municipaux. On n'insistera jamais assez sur l'importance de telles élections, car la commune, constituant l'entité administrative de base, c'est à son échelon qu'une véritable vie démocratique est possible, d'autant plus que, bien souvent, les futurs élus sont connus des habitants, tout au moins dans les petites et moyennes communes, et que les problèmes y sont ressentis très concrètement. La nouvelle loi électorale, qui touche les villes de plus de 30.000 habitants, contraint pratiquement les candidats à se grouper dès le premier tour, pour ne laisser subsister que deux listes en présence.

Bien entendu, étant donné la diversité des circonstances locales, les possibilités d'alliance sont nombreuses et il est certain que sur l'ensemble du territoire on ne trouvera pas, soit au premier, soit au second tour, les deux mêmes listes en présence ; mais pour nous, socialistes, la tactique est simple et doit viser à un rapprochement des forces de gauche en vue de la réalisation de la politique de Front socialiste.

Mais avant tout, nous ne considérons pas ces élections comme un moyen de "prendre" certaines municipalités ou de se livrer à un savant dosage dans la constitution des listes, mais comme une occasion de permettre un renouveau de vie démocratique à l'échelon local. Il s'agit donc de promouvoir un style original, de définir les problèmes locaux en termes nouveaux, de manière à ce que, aux côtés des représentants des partis de gauche, puissent être associés à la discussion des programmes et des objectifs communaux des militants syndicalistes, socio-culturels, d'éducation populaire, d'associations familiales, de mouvements et de Maisons des Jeunes. En effet, les Conseils Municipaux ne doivent pas comprendre seulement de vieux notables et de bons gestionnaires, mais des hommes militants, qui par leur intervention dans les divers domaines communaux (logement, travail, enseignement, santé, culture...) doivent participer à la gestion commune. Cette participation des éléments les plus actifs de la localité suppose que des formes nouvelles de dialogue soient entreprises dans l'élaboration du programme et la constitution des listes, afin d'éviter que ce programme ne soit un vague catalogue, se bornant principalement à la défense des libertés locales (chère à de vieux élus municipaux, mais bien négatif lorsqu'on regarde de près les problèmes communaux) et que la constitution de la liste ne donne lieu à des "cuisines électorales" des états-majors politiques, ce qui est bien trop souvent le cas et n'est vraiment pas une méthode de participation des citoyens qui demeurent ainsi passifs et assistés.

L'action préparatoire peut donc prendre la forme de groupes de travail permanents ouverts à tous les groupes locaux que les questions intéressent. C'est un moyen de former les futurs candidats à leur tâche et de les faire travailler ensemble dès maintenant. La préparation d'un plan municipal portant sur les transformations indispensables à réaliser dans la période de cinq ans et la mise en place d'une information précise et objective recevra certainement plus d'attention de la part des électeurs que la contestation systématique du travail du Conseil sortant ou des polémiques sur les personnes.

.../...

- PREAMBULE -

La place réservée à l'enseignement est l'un des critères essentiels qui permettent de mesurer la valeur et l'efficacité d'un système politique et social. Or, depuis le plan Langevin-Wallon, les propositions avancées par la gauche dans ce domaine ont été très insuffisantes

Face à la crise profonde qui ébranle le système d'enseignement, mis en place il y a cent cinquante ans par la bourgeoisie, la réaction de nombreux secteurs de la Gauche française a été de défendre l'Université libérale traditionnelle et de se contenter de dénoncer les carences matérielles, "la grande misère de l'Université", encourageant ainsi les réactions corporatistes.

Or, en fait, le problème qui se pose est celui des structures de l'enseignement et pas seulement du manque de moyens matériels.

C'est sur ce plan du reste, que le pouvoir cherche à exercer son action: les différentes tentatives de réforme partielle, et plus récemment le plan Fouchet, consacrent en fait la volonté du régime d'imposer un plan technocratique de réorganisation de l'éducation nationale visant à adapter l'enseignement aux nouveaux besoins du capitalisme.

Il faut que la Gauche, pleinement consciente de cette situation nouvelle, engage la lutte sur le véritable terrain.

Devant la crise que traverse l'enseignement, la défense de l'université libérale ne correspond plus aux réalités présentes. La Gauche doit combattre pour une véritable démocratisation de l'enseignement, pour la création d'un service national d'éducation (qui implique la nationalisation de l'enseignement privé et l'abrogation de lois antilaïques).

Dans l'immédiat, elle doit opposer à la réforme que le Pouvoir va mettre en application, un contre-plan de l'université, dans la perspective, d'une transition vers le socialisme.

- NOS PRINCIPES FONDAMENTAUX -

A)- Rôle de l'Université dans la Nation. -

La conception actuelle de l'enseignement, moyen pour les couches les plus favorisées, de maintenir leur rang dans la hiérarchie sociale, doit être condamnée. Les classes dirigeantes entretiennent le mythe d'un enseignement démocratique en permettant la promotion d'un très faible pourcentage des éléments les plus doués des couches populaires.

A la promotion individuelle des " élites ", il faut proposer la promotion collective des travailleurs, seul moyen de parvenir à une démocratisation véritable du recrutement. L'Education nationale doit devenir un investissement social.

.../...

La gratuité de l'enseignement doit être effective à tous les niveaux non seulement pour les fournitures, mais aussi pour le ramassage scolaire. Elle implique également l'aménagement des allocations familiales jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire, et au-delà, l'institution d'une allocation d'études pour tous, assortie d'un contrôle quant au travail fourni, c'est-à-dire attribuée sur des critères universitaires.

L'Education nationale a une triple fonction :

- 1/ - Elle doit donner au pays des hommes qualifiés pour leur future profession, c'est-à-dire possédant des connaissances indispensables à l'appréhension totale des techniques et de leurs implications dans la vie sociale, assurant leur formation ; elle doit leur permettre, en outre, de suivre des enseignements de perfectionnement, ces recyclages qu'impose l'évolution économique.
- 2/ - Elle doit dispenser une culture générale permettant l'épanouissement de l'individu.
- 3/ - Elle doit permettre l'apprentissage de la démocratie par la possibilité qu'auront les usagers du Service national d'enseignement de participer aux décisions qui les concernent.

B) - La démocratisation de l'enseignement.-

Tout essai de démocratisation de l'enseignement qui ne serait pas soutenu par des changements économiques et sociaux allant vers le socialisme, ne pourrait faire disparaître les inégalités sociales et culturelles héritées du milieu familial. Ainsi, la seule gratuité effective de l'enseignement à tous les niveaux (en elle-même souhaitable) ne saurait constituer le seul objectif ou l'objectif prioritaire d'un parti socialiste. La lutte pour le socialisme et la lutte pour un enseignement démocratique sont étroitement liées.

- ELEMENTS POUR UN CONTRE-PLAN -

A) - L'enseignement actuel : contenu, méthodes, structures.-

- 1.- Dans ses structures, l'enseignement actuel perpétue les inégalités sociales (implantation universitaire, division entre C.E.G., C.E.T. et Lycées).
- 2.- Dans ses programmes, l'Education nationale garde un caractère d'encyclopédisme, tout en négligeant les disciplines nouvelles qui devraient permettre d'appréhender les réalités de notre temps : éléments d'économie, de sociologie, de droit, de statistique, etc...

Totalement coupé de la vie sociale et professionnelle, l'enseigné demeure dans l'impossibilité de confronter à la réalité l'enseignement théorique qu'il reçoit.

- 3.- Le rapport pédagogique maître-élève, basé actuellement sur un lien d'autorité et non de collaboration active, joue un rôle idéologique non

.../...

négligeable dans l'enseignement bourgeois. Cet état de fait est renforcé (par un tout un système de notes, d'examens, de concours qui, en organisant la sélection, pousse à un individualisme forcené contraire à l'esprit communautaire qui est celui du socialisme.

B) - La politique gaulliste.-

La politique gaulliste en matière d'enseignement matérialise l'incapacité du système à résoudre de manière globale la crise de l'enseignement tant sur le plan des moyens que sur la réalisation de ses objectifs :

- renvoi à 1970 de l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans (prévue à l'origine pour 1967) ;

- besoins non satisfaits de classes maternelles en milieu rural et dans les grands ensembles;

- suppression des classes dans le primaire pour en créer dans les C.E.G. ;

- pénurie de crédits (fournitures scolaires, maîtres, locaux, etc..).

Mais il est clair qu'en dépit de ses propres contradictions tenant à la nature du système, le Pouvoir manifeste des intentions précises dont les grandes lignes du plan Fouchet sont révélatrices. En utilisant la nécessaire réforme du probatoire, le Pouvoir institue en fait un système de ségrégation sociale plus rigoureuse fondée sur la dislocation de l'Université. La suppression de la propédeutique qui était contestable dans sa forme actuelle et la formation d'enseignants au rabais (en deux ans) s'inscrivent dans cette politique de caractère technocratique.

C) - Propositions de réforme.-

1.- Les structures.-

Dans son contenu et ses méthodes, la démocratisation se joue, en fait, dès le plus jeune âge. Il convient donc d'attribuer une importance particulière aux classes élémentaires et maternelles.

En ce qui concerne l'enseignement moyen, l'institution d'un tronc commun jusqu'à 15 ans doit assurer l'orientation permanente qui réserve tout au long de la scolarité les possibilités de changement, la spécialisation intervenant lorsqu'un niveau suffisant de culture générale aura été atteint. Il comportera des cours généraux, communs à tous les élèves et des cours spéciaux dont l'éventail sera relativement ouvert. A l'issue du cycle commun sera dispensé un enseignement plus différencié jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire et comprenant deux branches :

- les études théoriques, orientées vers l'enseignement supérieur ;
- les études pratiques et techniques à tous les degrés, de telle sorte qu'aucun jeune n'entre au travail sans formation professionnelle.

Tous les établissements d'enseignement supérieur doivent dépendre strictement du Service National de l'Enseignement (unité de l'Enseignement).

.../...

Il sera nécessaire de prévoir à tous les échelons des passerelles entre les différentes branches, et après une propédeutique commune rénovée, des débouchés ouverts notamment sur des instituts de formation professionnelle, La promotion sociale devra rester sous le contrôle de l'Education nationale.

Dans les cinq facultés constituant l'Université " stricto sensu ", les divisions ne correspondent pas ou plus aux techniques actuelles et aux nécessités scientifiques. La séparation en Facultés et Grandes Ecoles, le découpage des licences et des certificats demeurent fondés sur une division en disciplines qui ne correspond plus à la réalité de notre époque. (Ex. la recherche est écartelée en biologie et en psychologie entre les Facultés de Sciences et de Lettres d'une part et de Médecine d'autre part).

2.- La gestion de l'Université.-

Des Conseils tripartites comprenant enseignants, étudiants et parents d'élèves représentant des assemblées régionales et des comités régionaux du Plan assureront la gestion des universités. Ces Conseils seront, par ailleurs, représentés dans les instances du Plan. Cette double liaison permettra d'assurer un contact permanent entre l'Université et les organes de planification démocratique.

3.- Ces propositions de réforme ne peuvent être réalisées que si un certain nombre de conditions matérielles sont réunies: 25 élèves par classe, le quart du budget dévolu à l'Education nationale, etc..

Dès maintenant, la lutte pour une Université démocratique doit se concrétiser et s'élargir au plan régional, à l'aide de contre-projets posant les problèmes d'implantation universitaire liés aux établissements socio-culturels, dans l'optique d'une formation permanente.

- ADOPTÉ PAR LE P.S.U. AU CONSEIL NATIONAL DE LYON DES 7 ET 8 NOVEMBRE 1964 -

L'Etudiant Socialiste

PSU – Bulletin Section Droit Sciences Eco

N° 3